

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 31/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX**

Z.I. n 3  
16160 Gond-Pontouvre

Références : 2026\_507\_UbD16-86\_Env

Code AIOT : 0007202063

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX implanté ZONE INDUSTRIELLE 16160 Gond-Pontouvre. L'inspection a été annoncée le 30/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'incendie survenu au sein de l'entreprise le 29 mars 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX
- ZONE INDUSTRIELLE 16160 Gond-Pontouvre
- Code AIOT : 0007202063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SIRMET 16 est une installation classée pour la protection de l'environnement de transit, stockage, traitement de déchets divers (batteries, bois, carton, ferrailles, déchets d'équipements électriques

et électroniques [DEEE], petits appareils en mélange [PAM], aérosols, huile, gaz...), dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) et broyage de déchets dont les VHU.

Outre la réglementation en vigueur applicable aux activités de SIRMET, des prescriptions spécifiques à l'entreprise sont précisées dans l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 14 juin 2022. Un APC a été pris le 13 février 2025 pour acter l'instruction de l'étude de dangers et prescrire les dispositions en matière de prévention et de protection incendie.

Un nouvel APC a été publié le 2 mars 2026 pour encadrer le plan de surveillance et la campagne de mesures spécifiques aux retombées d'émissions atmosphériques au sol, émissions susceptibles de contenir des substances organo-fluorées telles des PCB, dioxines et furanes.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 7.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	ressources en eau	AP Complémentaire du 14/06/2022, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	Dès finalisation du porter à connaissance
5	surveillance environnementale	AP Complémentaire du 02/03/2026, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	tronçons enterrés pour le confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 13/02/2025, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	rapport d'accident	Code de l'environnement, article R. 512-69	Sans objet
2	détection automatique d'incendie	AP Complémentaire du 13/02/2025, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie survenu sur le site de SIRMET 16 le dimanche 29 mars 2026, cette inspection a permis de constater la bonne réactivité de l'exploitant pour mettre en œuvre des mesures de maîtrise et de circonscription du sinistre – dont l'origine est attribuée par l'exploitant très probablement à l'échauffement de batterie(s) au lithium dans un stock de déchets de petits appareils en mélange (PAM) –, avec l'appui des services de secours (SDIS). Les moyens de détection

par caméra thermique et visuel (présence humaine) se sont avérés efficaces. La réserve à l'extérieur du site a été utilisée par les pompiers. Les eaux d'extinction de l'incendie ont été confinées dans le bassin dédié présent sur l'emprise de SIRMET. Le milieu extérieur à l'établissement n'a pas été impacté.

L'exploitant a informé l'inspection vouloir apporter des modifications à son installation, en particulier sur l'organisation de l'îlotage de sa zone de PAM/DEEE. Le nouvel agencement fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire, après la transmission préalable d'un rapport à connaissance incluant une mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, fiche descriptive d'accident
<b>Prescription contrôlée</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats</b>  Un incendie est survenu sur le site de SIRMET le dimanche 29 mars 2026 en début d'après-midi (14 h 12), pour se terminer le même jour à 21 h).  Une alarme s'est déclenchée suite à la détection par des caméras thermiques de flammes, de fumées ou de brouillard, orientées vers les stockages de déchets ayant un potentiel calorifique. Des personnels présents (gardiens) sur site ont également détecté l'événement. Le départ de l'incendie a été localisé dans le stock de petits appareils en mélange (PAM, déchets d'équipements électriques et électroniques [DEEE]). Selon l'exploitant, il est probablement dû à une pile ou une batterie lithium (la combustion a été spontanée).  L'évènement a fait l'objet d'une télédéclaration le 30 mars 2026, qui décrit la chronologie des faits comme suit

<ul style="list-style-type: none"> <li>- localisation : DEEE (stock PAM), îlot de 230m<sup>2</sup></li> <li>- société de gardiennage sur place</li> <li>- dernière ronde de la zone concernée à 13h30 par le gardien</li> <li>- 14 h 12 : dégagement de fumée</li> <li>- 14 h 19 : feu/flammes visibles</li> <li>- 14 h 33 : arrivée des premiers pompiers</li> <li>- 14 h 40 : intervention des pompiers sur le feu</li> <li>- 14 h 40 : arrivée des grutiers SIRMET pour aider à étaler le tas et limiter l'amplification de l'incendie</li> <li>- 14 h 42 : fermeture du bassin pour récupérer les eaux d'extinction et les confiner sur site</li> <li>- 21 h 00 : fin incendie, arrosage des tas en préventif et mise en place d'une surveillance renforcée avec la société de gardiennage</li> <li>- lundi 30 mars : pompage du bassin par une société spécialisée.</li> </ul> <p>L'inspection constate le jour de sa visite qu'un mur coupe-feu exposé au feu est superficiellement érodé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de veiller et de s'assurer de l'intégrité dans le temps de ses murs coupe-feu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : détection automatique d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/02/2025, article 4</p> <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détecteurs et caméras thermiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p>Au droit de l'ensemble des zones de stockage de déchets dont ceux combustibles y compris en extérieur, une détection automatique d'incendie (DAI) généralisée avec transmission de l'alarme à l'exploitant, est mise en place.</p> <p>En outre, plusieurs caméras thermiques sont mises en place pour permettre de couvrir tous les stockages de déchets pouvant être à l'origine d'un incendie. Le seuil de déclenchement et d'alerte de ces caméras thermiques est au plus de 100 °C.</p> <p>En outre, le maillage du réseau de caméras thermiques et de surveillance est conforme et permet de garantir une détection précoce d'un départ de feu sur les zones à risque incendie déterminées par l'étude de dangers. Ce réseau de détection d'incendie est associé à un dispositif d'alerte sonore sur site audible en tout point du site et de report vers du personnel exploitant pour l'informer de la détection incendie (y compris en dehors des heures d'ouverture du site).</p> <p>À cet effet, les caméras thermiques présentes au sein des installations permettent de couvrir <i>a minima</i> les secteurs détaillés sur le schéma ci-dessous :</p>
<p><b>Constats</b></p> <p>Le feu a été détecté à la fois par imagerie thermique (caméra) et visuellement, par une présence</p>

humaine sur le site. Le dispositif de détection automatique d'incendie, par caméras thermiques positionnées sur site, n'a pas été endommagé.
Le système de caméras thermiques a été fonctionnel et efficace dans la détection de l'incendie du 29 mars 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, collecte des eaux d'extinction
<p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinctions sont dirigées vers le bassin de régulation des eaux pluviales d'un volume de 1500 m<sup>3</sup>. Il est étanche et une vanne permet de l'isoler du milieu naturel. Un séparateur à hydrocarbures est positionné en aval de ce bassin avant le point de rejet en milieu naturel. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats</b></p> <p>La vanne de rejet au milieu naturel du bassin de confinement des eaux d'extinction a été fermée dès le début de l'incendie. Aucun impact du milieu par ces eaux n'a été observé en dehors de l'établissement.</p> <p>Le volume d'eau utilisé pour les opérations d'extinction du feu est estimé à 200-300 m<sup>3</sup> (la réserve extérieure de 360 m<sup>3</sup> a vu sa hauteur réduite d'environ deux-tiers). Selon l'exploitant, les pompiers semblent avoir utilisé des émulseurs. Ils ont également indiqué à l'exploitant que les citernes de leurs camions n'avaient pas encore été nettoyées après avoir contenu précédemment des solutions avec émulseurs. Le recours à des émulseurs est confirmé par les émulsions observées à la surface des eaux d'extinction contenues le bassin de confinement.</p> <p>Lors de cette inspection, la SNATI était présente sur le site de la SIRMET pour récupérer les eaux d'extinction. Ces eaux doivent faire l'objet d'un traitement par une filière dédiée et d'analyses de leur composition (dont PFAS, au regard du recours à de potentiels émulseurs contaminés dans la mesure où les citernes mobiles du SDIS n'ont pas été rincées).</p> <p>Un curage des séparateurs à hydrocarbures ayant vu transiter des eaux d'extinction est à réaliser.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, <b>sous un mois</b>, de transmettre à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets (BSD) relatifs à la prise en charge et à l'évacuation des eaux d'extinction de l'incendie ainsi que les résultats de leur analyse, notamment la caractérisation de ces dernières en PFAS/AOF.</p> <p>Les BSD préciseront également qu'un pompage des effluents du séparateur à hydrocarbures a</p>

<p>bien été effectué.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que les eaux d'extinction ont été envoyées vers une filière adéquate, surtout si des fluorés organiques sont mesurés dans ces effluents. Les codes déchets utilisés et la dénomination des déchets à traiter devront être en adéquation sur l'ensemble des documents pour qu'une acceptation préalable à l'élimination soit possible.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la fin du remplissage et de la disponibilité de sa réserve incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

#### N° 4 : ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/06/2022, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p><i>Arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022, article 7.6.3</i></p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.</p> <p><i>Demande formulée à l'issue de l'inspection de juillet 2025</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de [...] préciser le calendrier pour finaliser l'installation fixe des lances monitors au niveau des zones broyage et cisaille et l'ajout de surpresseurs au niveau de ces zones (associés à des groupes électrogènes pour être autonomes en cas de coupure électrique).</p>
<p><b>Constats</b></p> <p>Lors de l'inspection de juillet 2025, l'exploitant avait prévu la mise en place, de façon pérenne, de lances monitors près de sa zone de broyage et de cisailage (avec ajout de surpresseurs associés à des groupes électrogènes, pour assurer à ceux-là leur autonomie en cas de coupure électrique).</p> <p>Lors de la présente inspection, SIRMET a indiqué avoir abandonné cette disposition. Celle-ci nécessiterait en effet un volume d'eau trop important que le site ne permettrait pas d'accueillir, ainsi que des moyens de surpression des réseaux.</p> <p>En revanche, l'exploitant revoit actuellement l'îlotage de sa zone dédiée aux PAM/DEEE. Des îlots à maille plus réduite sont étudiés, avec des murs coupe-feu (blocs ciment empilables dont le degré coupe-feu doit être adapté) moins distants et des bacs d'immersion répartis uniformément sur la zone. Des caméras thermiques orientées sur chacun des îlots sont également prévues.</p>

Sur ce sujet, l'inspection rappelle que les dispositions des articles 1 et 9 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023\* impose une gestion en îlots des stockages (petits îlots dont la définition est donnée dans ce même arrêté). L'exploitant doit profiter des modifications qu'il envisage pour démontrer la conformité de son organisation à cette réglementation.

\* Arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat**

Il est demandé à l'exploitant, dès que l'étude de la nouvelle organisation de sa zone dédiée aux PAM/DEEE sera finalisée, de la porter à la connaissance du préfet et de l'inspection afin d'encadrer ces nouvelles dispositions par un arrêté préfectoral.

L'exploitant inclura également dans ce porter à connaissance une mise à jour de son étude de dangers. Les modalités de stockage en îlots devront être précisées et les dispositifs de séparation (par des murs coupe-feu) devront être détaillés ainsi que leurs caractéristiques coupe-feu.

L'exploitant devra détailler et modéliser les effets induits par les effets thermiques en cas d'incendie de ces nouvelles zones d'entreposage.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 lors de la définition des nouvelles modalités de stockage en îlots des déchets à pouvoir calorifique.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** dès finalisation du porter à connaissance

#### **N° 5 : surveillance environnementale**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/03/2026, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, analyse des retombées atmosphériques

#### **Prescription contrôlée**

Afin de caractériser les émissions atmosphériques de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité et à ses frais, une campagne de surveillance environnementale.

Cette surveillance environnementale doit être réalisée selon les modalités définies ci-après. Plus généralement, l'exploitant s'appuie sur le guide rédigé par l'Ineris « Surveillance dans l'air autour des installations classées – retombées des émissions atmosphériques, impacts des activités humaines sur les milieux » pour la préparation et la réalisation de la campagne.



<p><b>Constats</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que des devis ont et vont être demandés à l'INERIS, à BIOTOX, à l'APAVE et à ISPIRA pour la mise en place du plan de surveillance et l'analyse des données de la campagne de mesure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, au regard de la récurrence des incendies auxquels il fait face, de proposer et d'inclure des paramètres pertinents caractéristiques des événements subis (produits de décomposition pouvant être retrouvés dans les fumées d'incendie de DEEE, déchets de métaux, batteries...) dans le cadre du programme de surveillance qui a été fixé par arrêté préfectoral complémentaire de mars 2026.</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant, <b>sous trois mois</b>, d'indiquer les suites données au devis du 29 juin 2023 de l'APAVE sur l'interprétation de l'état des milieux (IEM) et l'étude quantitative des risques sanitaires (EQRS) prévues dans le cadre de l'article 6.2 de l'arrêté du 4 novembre 2022 prescrivant la mise en sécurité et des mesures immédiates à titre conservatoire du site suite à l'incendie du 1<sup>er</sup> novembre 2022. À défaut, l'exploitant réalise ladite étude et l'amende avec les données acquises, sur le volet sanitaire, au gré des différents incendies survenant sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : tronçons enterrés pour le confinement des eaux d'extinction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/02/2025, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p><i>Arrêté préfectoral complémentaire du 13 février 2025, article 6</i></p> <p>En cas de coupure des utilités électriques principales, le basculement du maintien en fonctionnement des pompes de relevage pour le transfert des eaux d'extinction vers le bassin de 1500 m<sup>3</sup>, se fait automatiquement.</p> <p><i>Demande formulée à l'issue de l'inspection de juillet 2025</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de transmettre le justificatif attestant de la réparation du tronçon non étanche vu lors du contrôle endoscopique des réseaux réalisé en 2024.</p>
<p><b>Constats</b></p> <p>Les travaux de réfection des tronçons de canalisations défectueuses n'ont pas encore été réalisés, en raison de mauvaises conditions météorologiques de ce début d'année 2026.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b>
Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de transmettre le justificatif attestant de la réparation du tronçon non étanche vu lors du contrôle endoscopique des réseaux réalisé en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois